

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 3917/92 DU CONSEIL

du 21 décembre 1992

prorogeant en 1993 l'application des règlements (CEE) n° 3831/90, (CEE) n° 3832/90, (CEE) n° 3833/90, (CEE) n° 3834/90, (CEE) n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1991 à certains produits originaires de pays en développement et complétant la liste des bénéficiaires de ces préférences

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment ses articles 113 et 43,

vu la proposition de la Commission

considérant que, conformément à l'offre qu'elle a déposée dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), la Communauté économique européenne a ouvert, depuis 1971, des préférences tarifaires généralisées, pour des produits finis et semi-finis industriels, pour des produits textiles et pour certains produits agricoles originaires de pays en développement; que la période initiale de dix ans d'application du système de ces préférences a pris fin le 31 décembre 1980;

considérant que le rôle positif qu'a joué le système dans l'amélioration de l'accès des pays en développement aux marchés des pays donneurs de préférences a été reconnu au cours de la neuvième session du comité spécial des préférences de la Cnuced; que, dans cette enceinte, il a été convenu que les objectifs du système généralisé de préférences ne seraient pas pleinement atteints à la fin de 1980 et, par conséquent, d'en prolonger la durée au-delà de la période initiale, une révision globale dudit «système» ayant été entamée en 1990;

considérant que l'examen de la révision du système s'est poursuivi en 1991 et 1992 et que l'état d'avancement des travaux ne permet pas d'envisager la mise en place d'un schéma fondé sur de nouvelles orientations dès le 1^{er} janvier 1993; que, toutefois, cette révision est envisagée au cours de l'année 1993;

considérant que, dans l'attente des résultats de cette révision, il convient de proroger à titre intérimaire en 1993 le schéma de préférences généralisées de 1991;

considérant que les règlements (CEE) n° 3831/90⁽¹⁾, (CEE) n° 3832/90⁽²⁾, (CEE) n° 3833/90⁽³⁾, (CEE) n° 3834/90⁽⁴⁾ et (CEE) n° 3835/90⁽⁵⁾ ont été prorogés en 1992 par les règlements (CEE) n° 3587/91⁽⁶⁾ et (CEE) n° 3588/91⁽⁷⁾, complétés et modifiés par les règlements (CEE) n° 3302/91⁽⁸⁾, (CEE) n° 3900/91⁽⁹⁾, (CEE) n° 282/92⁽¹⁰⁾, (CEE) n° 548/92⁽¹¹⁾, (CEE) n° 1433/92⁽¹²⁾ et (CEE) n° 1509/92⁽¹³⁾;

considérant que, eu égard à la mise en œuvre du marché unique au 1^{er} janvier 1993, il convient de remplacer par des montants fixes à droit nul les contingents tarifaires répartis entre les États membres; que les dispositions du règlement (CEE) n° 3832/90 doivent être modifiées en conséquence;

considérant que cette modification aura pour effet de transférer la gestion comptable des importations préférentielles à la Commission;

considérant que, pour assurer l'efficacité de la gestion commune des montants fixes, les États membres sont

(1) JO n° L 370 du 31. 12. 1990, p. 1.

(2) JO n° L 370 du 31. 12. 1990, p. 39.

(3) JO n° L 370 du 31. 12. 1990, p. 86.

(4) JO n° L 370 du 31. 12. 1990, p. 121.

(5) JO n° L 370 du 31. 12. 1990, p. 126.

(6) JO n° L 341 du 12. 12. 1991, p. 1.

(7) JO n° L 341 du 12. 12. 1991, p. 6.

(8) JO n° L 315 du 15. 11. 1991, p. 46.

(9) JO n° L 368 du 31. 12. 1991, p. 11.

(10) JO n° L 31 du 7. 2. 1992, p. 1.

(11) JO n° L 63 du 7. 3. 1992, p. 49.

(12) JO n° L 151 du 3. 6. 1992, p. 7.

(13) JO n° L 159 du 12. 6. 1992, p. 1.

compétents pour collecter les demandes d'imputation ainsi que pour diffuser aux importateurs les réponses de la Commission à ces demandes, dans le cadre d'une collaboration étroite entre les États membres et la Commission, laquelle doit notamment informer les États membres de l'état d'épuisement des montants fixes;

considérant que l'Ukraine, le Bélarus, la Moldova, la Russie, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghistan ont vu leur situation économique s'aggraver au point que ces douze pays sont confrontés à des problèmes analogues à ceux des pays qui ont bénéficié par le passé des préférences généralisées;

considérant que l'Ukraine, le Bélarus, la Moldova, la Russie, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghistan devraient par conséquent bénéficier, à titre exceptionnel et temporaire, du système des préférences généralisées afin d'accroître leurs exportations en vue d'accélérer leur développement économique, de promouvoir leur industrialisation et d'augmenter leur taux de croissance;

considérant qu'il n'est pas justifié d'accorder le bénéfice des préférences dans les cas où une mesure antidumping s'applique, fondée sur un prix qui ne prend pas en considération le régime tarifaire préférentiel accordé au pays concerné;

considérant que l'Albanie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont pris des engagements similaires à l'arrangement concernant le commerce international des textiles (AMF), et que, de ce fait, ces pays sont éligibles au traitement préférentiel en ce qui concerne les produits couverts par ledit arrangement;

considérant qu'il y a lieu, à l'instar de ce qui a été fait à l'égard de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie en 1992, d'appliquer à l'Ukraine, au Bélarus, à la Moldova, à la Russie, à la Géorgie, à l'Arménie, à l'Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Turkménistan, à l'Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghistan un traitement identique à celui du Groenland en ce qui concerne les produits de la pêche;

considérant qu'il est envisagé, en ce qui concerne la Bulgarie et la Roumanie, de mettre en application en 1993, par des accords intérimaires le système préférentiel prévu dans les accords européens conclus avec ces pays;

considérant que, par une lettre du 22 octobre 1992, le Conseil a consulté le Parlement européen sur la proposition de la Commission; que, par cette même lettre, le Conseil a demandé au Parlement européen d'appliquer la procédure d'urgence prévue par le règlement intérieur; que, lors de sa séance du 17 novembre 1992, le Parlement européen a décidé d'appliquer la procédure d'urgence;

considérant qu'un point relatif à la proposition a été inscrit à l'ordre du jour de la période de session du Parlement européen du 14 au 18 décembre 1992; que, toutefois, lors de cette période de session, le Parlement européen n'a pas procédé à un vote sur ce point de l'ordre du jour; que le Conseil n'est donc pas en possession de l'avis du Parlement européen sur la proposition;

considérant qu'il est impératif d'éviter un vide juridique qui risque de porter gravement atteinte aux relations de la Communauté avec les pays en développement ainsi qu'aux intérêts des opérateurs économiques; que, par conséquent, le règlement sur l'application en 1993 du régime communautaire des préférences tarifaires généralisées doit être adopté suffisamment tôt pour qu'il puisse entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1993;

considérant qu'il apparaît, après consultation du président du Parlement européen, qu'il serait impossible de tenir une session extraordinaire du Parlement européen lui permettant d'adopter son avis en temps utile pour que l'adoption et la publication du règlement puissent intervenir avant la fin de 1992;

considérant que, dans ces circonstances exceptionnelles, le règlement devrait être adopté en l'absence d'un avis du Parlement européen;

considérant que les accords avec la Roumanie ont été paraphés et que la négociation des accords avec la Bulgarie sont près d'être achevés; que les accords intérimaires avec les deux pays devraient entrer en vigueur dans les premiers mois de l'année 1993;

considérant que les préférences tarifaires généralisées de la Communauté n'auront plus lieu d'être appliquées à ces pays à partir de cette date et qu'ils devront par conséquent être retirés de la liste des bénéficiaires;

considérant que, afin d'éviter le cumul des avantages prévus par les accords intérimaires avec ceux prévus par le règlement (CEE) n° 3832/90, il convient de modifier, pour ces pays, la gestion des montants fixes figurant dans ledit règlement;

considérant que, afin d'assurer la gestion efficace desdits montants fixes, les États membres continueront à appliquer la méthode commune qui requiert une collaboration étroite entre eux et la Commission;

considérant que, par le règlement (CEE) n° 1509/92⁽¹⁾, les mentions «Hongrie», «Pologne» et «Tchécoslovaquie» ont été supprimées de la liste figurant à l'annexe IV du règlement (CEE) n° 3832/90 avec effet au 1^{er} mars 1992; que l'article 2 paragraphe 3 dudit règlement est devenu caduc et peut par conséquent être supprimé;

considérant qu'il est opportun d'aligner la liste des pays les moins avancés sur celle des Nations unies,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Sous réserve des articles suivants, les dispositions des règlements (CEE) n° 3831/90, (CEE) n° 3832/90, (CEE) n° 3833/90, (CEE) n° 3834/90, (CEE) n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91 portant application de préférences généralisées à certains produits originaires de pays en développement sont applicables *mutatis mutandis* pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1993.

Les références à des dates déterminées en 1991, 1992 et en 1993 dans les règlements visés au premier alinéa sont à lire comme des références à des dates respectivement en 1992, 1993 ou 1994.

Article 2

1. Lorsque des produits couverts par le schéma font l'objet de mesures antidumping, le bénéfice des préférences n'est pas accordé aux produits et pays concernés, sauf s'il est établi que les mesures en question ont été fondées sur un prix prenant en considération le régime tarifaire préférentiel accordé au pays concerné.

2. La Commission établit la liste des produits et pays visés au paragraphe 1.

Article 3

Le règlement (CEE) n° 3832/90 est modifié comme suit.

1) Les expressions «contingents tarifaires» et «contingents» figurant à l'article 1^{er} paragraphe 1 premier alinéa et paragraphe 5 sont supprimées.

2) L'article 2 paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, le volume des montants fixes figurant aux annexes I et II mis à la disposition de la Bulgarie et de la Roumanie pendant la période de 1993 précédant l'entrée en vigueur du régime préférentiel prévu par les accords intérimaires avec ces pays est limité *pro rata temporis* de ladite période.»

3) L'article 14 est remplacé par le texte suivant:

«Article 14

1. L'imputation effective sur les montants fixes à droit nul et les plafonds tarifaires communautaires des importations des produits en cause est effectuée au fur et à mesure que ces produits sont présentés en douane sous le couvert de déclarations de mise en libre pratique et accompagnés d'un certificat d'origine conforme aux règles visées à l'article 1^{er} paragraphe 4.

2. Une marchandise ne peut être imputée sur un montant fixe à droit nul ou un plafond tarifaire communautaire que si le certificat d'origine visé au paragraphe 1 est présenté avant la date du rétablissement de la perception des droits.

3. L'état d'épuisement effectif des montants fixes à droit nul et des plafonds tarifaires communautaires est constaté au niveau de la Communauté sur la base des importations imputées dans les conditions définies au paragraphe 1.»

4) L'article 8 paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. La suspension totale des droits de douane dans le cadre des montants fixes visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 concerne les catégories de produits faisant l'objet des annexes I et II pour lesquelles le volume du montant se trouve indiqué à la colonne 6 desdites annexes, individuellement, en regard de certains pays ou territoires énumérés dans la colonne 5 des mêmes annexes.»

5) À l'annexe I, le titre en tête des colonnes 6 a, 7 a, 6 b et 7 b est remplacé par le texte suivant:

| «Montants fixes à droit nul | |
|-----------------------------|-------------------------|
| 1. 1. 1993-30. 6. 1993 | 1. 7. 1993-31. 12. 1993 |
| (6 A) | (6 B)» |

Les totaux des quantités reprises, d'une part, dans les colonnes 6 a et 7 a et, d'autre part, dans les colonnes 6 b et 7 b sont à insérer dans les nouvelles colonnes 6 A et 6 B, respectivement, en regard des pays ou territoires concernés.

6) À l'annexe I, le titre en tête des colonnes 6 et 7 est remplacé par le texte suivant:

| «Montants fixes à droit nul |
|-----------------------------|
| (6)» |

Le total des quantités reprises dans les colonnes 6 et 7 est à insérer dans la nouvelle colonne 6, en regard des pays ou territoires concernés.

7) À l'annexe I, la colonne 8 devient la colonne 7 et à l'article 10 premier tiret les mots «colonne 8» sont remplacés par les mots «colonne 7».

- 8) La note de bas de page «(1)» de la page 47 est supprimée. La note de bas de page «(1)» de la page 67 est remplacée par le texte suivant: «(1) Pour ce pays, le montant fixe à droit nul est comptabilisé en pièces et correspond à 168 000 pièces.»
- 9) La section I du règlement est supprimée.
- 10) L'article 15 paragraphe 2 premier alinéa est supprimé.

Article 4

L'annexe III partie A du règlement (CEE) n° 3831/90, l'annexe V partie A du règlement (CEE) n° 3832/90 et l'annexe III partie A du règlement (CEE) n° 3833/90 sont complétées par les mentions suivantes:

- 072 Ukraine
- 073 Bélarus
- 074 Moldova
- 075 Russie
- 076 Géorgie
- 077 Arménie
- 078 Azerbaïdjan
- 079 Kazakhstan
- 080 Turkménistan
- 081 Ouzbékistan
- 082 Tadjikistan
- 083 Kirghistan

Le texte de la note de bas de page (c) à l'annexe II du règlement (CEE) n° 3833/90 est remplacé par le texte suivant:

- «c) Le bénéfice des préférences n'est pas octroyé aux produits marqués de deux astérisques, originaires d'Arménie, d'Azerbaïdjan, du Bélarus, d'Estonie, de Géorgie, du Groenland, du Kazakhstan, du Kirghistan, de Lettonie, de Lituanie, de Moldova, d'Ouzbékistan, de Russie, du Tadjikistan, du Turkménistan ou d'Ukraine.»

Article 5

1. L'annexe IV du règlement (CEE) n° 3831/90, l'annexe VI du règlement (CEE) n° 3832/90 et l'annexe V du règlement (CEE) n° 3833/90 sont complétées par les mentions suivantes:

- 268 Liberia
- 322 Zaïre
- 370 Madagascar
- 378 Zambie
- 696 Kampuchea

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 21 décembre 1992.

806 Îles Salomon

816 Vanuatu

2. À l'annexe III partie A du règlement (CEE) n° 3831/90 et à l'annexe V partie A du règlement (CEE) n° 3832/90, l'appel de note «(2)» est ajouté en regard des pays visés au paragraphe 1.

3. Les pays visés du paragraphe 1 sont supprimés de l'annexe III partie A du règlement (CEE) n° 3833/90.

Article 6

L'annexe II du règlement (CEE) n° 3832/90 est remplacée par le texte suivant:

«ANNEXE IV

Liste des pays et territoires visés à l'annexe I colonne 5

| | |
|--------------|-------------|
| Albanie | Iran |
| Argentine | Lettonie |
| Bolivie | Lituanie |
| Brésil | Macao |
| Bulgarie | Malaysia |
| Chili | Mexique |
| Chine | Mongolie |
| Colombie | Nicaragua |
| Corée du Sud | Pakistan |
| Costa Rica | Paraguay |
| Cuba | Pérou |
| El Salvador | Philippines |
| Équateur | Roumanie |
| Estonie | Singapour |
| Guatemala | Sri Lanka |
| Honduras | Thaïlande |
| Hong-kong | Uruguay |
| Inde | Venezuela» |
| Indonésie | |

Article 7

Les changements de nature technique des annexes aux règlements (CEE) n° 3831/90, (CEE) n° 3832/90, (CEE) n° 3833/90 et (CEE) n° 3835/90 sont repris aux annexes du présent règlement.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Par le Conseil

Le président

D. HURD

ANNEXE I

A. Modifications des annexes du règlement (CEE) n° 3831/90

a) Annexe I

1) Le texte suivant est inséré:

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
|---------|--|---|--|-----------|------------|
| 10.0072 | 2835 25 | Phosphate dicalcique | Russie Ukraine Bélarus Kazakhstan | 410 000 | 410 000 |
| 10.0074 | 2835 26 | Autres phosphates de calcium | Russie Ukraine Bélarus Kazakhstan | 280 000 | 280 000 |
| 10.0104 | 2902 30 10 | Toluène | | | 300 000 |
| 10.0118 | 2903 22 00 | Trichloroéthylène | | | 197 000 |
| 10.0161 | 2909 42 00 | Éthers monométhyliques | | | 180 000 |
| 10.0401 | 3102 10 90 3102 21 00 3102 29 00 3102 50 90 3102 60 00 3102 70 00 3102 90 00 | Certains engrais minéraux ou chimiques azotés | | | 290 000 |
| 10.0409 | 3102 30 3102 40 3102 80 00 | Nitrate d'ammonium, mélanges de nitrate et mélanges d'urée et de nitrate d'ammonium | Roumanie Bulgarie Russie Ukraine Bélarus Kazakhstan Géorgie Turkménistan Ouzbékistan Moldova Arménie Azerbaïdjan Tadjikistan Kirghistan | 1 500 000 | 1 500 000 |
| 10.0425 | 3501 | Caséines, caséinates | | | 5 936 000 |
| 10.0910 | ex 7407 10 00 ex 7407 21 10 ex 7407 21 90 ex 7407 22 10 ex 7407 22 90 ex 7407 29 00 7408 | Barres et profilés en cuivre | | | 12 292 000 |
| 10.0922 | 7603 | Poudres et paillettes d'aluminium | Russie Ukraine | 1 689 000 | 1 689 000 |
| 10.0928 | 7606 (*) | Tôles et bandes en aluminium | | | 12 359 000 |

2) En ce qui concerne les numéros d'ordre repris ci-dessous, le texte est modifié comme suit:

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
|---------|-------------------|---|---|-----------|-----------|
| 10.0040 | 2814 | Ammoniac anhydre ou liquéfié | Bahrein Libye Quatar Russie Kazakhstan Ukraine Bélarus | 7 524 000 | 7 524 000 |
| 10.0100 | 2841 30 00 | Dichromate de sodium | Roumanie Russie Kazakhstan | 440 000 | 440 000 |
| 10.0110 | 2902 50 00 | Styrène | Brésil Russie | 9 840 000 | 9 840 000 |
| | | | Arabie Saoudite (**) | 3 500 000 | |
| 10.0120 | 2905 11 00 (d) | Méthanol | Bahrein Malaysia Roumanie Russie Kazakhstan Ukraine Bélarus | 9 261 000 | 9 261 000 |
| 10.0135 | 2905 14 90 | Butanol et ses isomères | Roumanie Russie | 811 000 | 811 000 |
| 10.0140 | 2905 31 00 (d) | Éthylène glycol | Bulgarie Russie Kazakhstan Ukraine Bélarus | 4 167 000 | 4 167 000 |
| 10.0282 | 2926 10 00 | Acrylonitrile | Russie | 3 144 000 | 3 144 000 |
| 10.0410 | 3103 10 00 | Superphosphates | Irak Russie Kazakhstan Ukraine Bélarus | 2 500 000 | 2 867 000 |
| 10.0420 | 3105 | Engrais minéraux ou chimiques | Roumanie Russie Kazakhstan Ukraine Bélarus | 5 072 000 | 5 072 000 |
| 10.0610 | 4411 | Panneaux de fibres de bois ou d'autres matières | Brésil Roumanie Russie Ukraine Bélarus | 4 200 000 | 7 350 000 |

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
|---------|--|---|--|-----------------------|-----------------------|
| 10.0630 | 4412 4420 90 11 4420 90 19 | Bois contre-plaqués | Brésil Indonésie Malaysia Philippines Singapour Corée du Sud Russie Ukraine Biélorus | 90 300 m ³ | 90 300 m ³ |
| 10.670 | 6403 (*) | Chaussures à dessus en cuir | Hong-kong Roumanie Russie Ukraine | 3 019 000 | 4 410 000 |
| | | | Brésil (**) Corée du Sud (**) | 1 250 000 | |
| 10.0720 | 6911 (*) | Vaisselle et articles de ménage en porcelaine | Corée du Sud Roumanie Russie | 607 000 | 882 000 |
| 10.0840 | 7217 11 10 7217 12 7217 13 7217 19 7317 21 00 7217 22 00 7217 23 00 7217 29 00 | Fils en fer ou en aciers non alliés (CECA) | Roumanie Russie Kazakhstan Ukraine | 2 009 000 | 2 009 000 |
| 10.0850 | 7207 20 39 ex 7207 20 90 7211 30 90 7211 49 99 7215 10 00 7215 40 00 7218 90 30 7218 90 91 7218 90 99 7219 90 91 7219 90 99 7220 20 31 7220 20 39 7220 20 51 7220 20 59 7220 20 91 7220 20 99 7220 90 19 7220 90 90 7222 20 11 7222 20 19 7222 20 91 7222 20 99 7222 30 51 7222 30 59 7222 30 91 7222 30 99 7222 40 91 7222 40 93 7222 40 99 7223 00 7224 90 19 7224 90 91 7224 90 99 7225 20 90 | Demi-produits en fer ou en aciers non alliés (CECA) | Brésil Corée du Sud Russie Kazakhstan Ukraine | 4 052 000 | 4 052 000 |

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
|--------------------|---|---|---|-----------|-----------|
| 10.0850 (suite) | 7225 90 90 7226 10 91 7226 10 99 7226 20 80 7226 92 91 7226 92 99 7226 99 80 7228 10 50 7228 10 90 7228 20 60 7228 40 7228 50 7228 60 81 7228 60 89 7228 70 91 7228 70 99 7229 | | | | |
| 10.0860 | 7304 10 7304 20 91 7304 20 99 7304 31 91 7304 31 99 7304 39 10 7304 39 51 7304 39 59 7304 39 91 7304 39 93 7304 39 99 7304 41 90 7304 49 10 7304 49 91 7304 49 99 7304 51 11 7304 51 19 7304 51 91 7304 51 99 7304 59 10 7304 59 31 7304 59 39 7304 59 91 7304 59 93 7304 59 99 7304 90 90 7305 11 00 7305 12 00 7305 19 00 7305 20 7305 31 00 7305 39 00 7305 90 00 7306 10 7306 20 00 7306 30 21 7306 30 29 7306 30 51 7306 30 59 7306 30 71 7306 30 78 7306 30 90 7306 40 91 7306 40 99 7306 50 91 7306 50 99 7306 60 31 7306 60 39 7306 60 90 7306 90 00 | Tubes, tuyaux et profilés creux, sans soudure (CECA) | Roumanie Russie Kazakhstan Ukraine | 8 682 000 | 8 682 000 |

| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
|---------|--|---|-----------------------------------|------------|------------|
| 10.0925 | 7604 10 7604 29 7605 (*) | Barres et profilés en aluminium | Venezuela Russie Ukraine | 7 524 000 | 8 104 000 |
| 10.1120 | 8703 21 10 8703 22 11 8703 22 19 8703 23 11 8703 23 19 8703 31 10 8703 32 11 8703 32 19 ex 8703 33 11 8703 33 19 ex 8703 90 90 | Véhicules automobiles neufs d'une cylindrée de moins de 3 000 cm ³ | Corée du Sud Russie Ukraine | 46 305 000 | 84 507 000 |

3) Les numéros d'ordre 10.0402, 10.0407 et 10.0408 et le texte s'y rapportant sont supprimés.

b) *Annexe II*

À l'annexe II partie 3, le texte suivant est supprimé:

| | |
|-------------|---|
| «3102 10 91 | Autres engrais minéraux ou chimiques azotés |
| 3102 10 99 | |
| 3102 21 00 | |
| 3102 29 10 | |
| 3102 29 90 | |
| 3102 50 90 | |
| 3102 60 00 | |
| 3102 70 00 | |
| 3102 90 00 | |
| et | |
| 7606 | |

B. Modifications à apporter à l'annexe II du règlement (CEE) n° 3832/90

Le numéro d'ordre 42.1170 et le texte s'y rapportant sont remplacés par le texte suivant:

| | | | | | | |
|----------|------------|------------|---------------------------|------------------|----|-----|
| «42.1170 | 117 | 5309 11 11 | Tissus de lin ou de ramie | Kazakhstan | 33 | — |
| | | 5309 11 19 | | Ouzbékistan | 33 | — |
| | | 5309 11 90 | | Russie | 33 | — |
| | | 5309 19 10 | | Ukraine | 33 | — |
| | | 5309 19 90 | | | | |
| | | 5309 21 10 | | Chacun des | | |
| | | 5309 29 10 | | autres bénéfici- | | |
| | | 5309 29 90 | | aires repris à | | |
| | | | | l'annexe V | | |
| | | | | | — | 33» |
| | 5311 00 10 | | | | | |
| | 5803 90 90 | | | | | |
| | 5905 00 31 | | | | | |
| | 5905 00 39 | | | | | |

C. Modifications de l'annexe II du règlement (CEE) n° 3833/92

1. Le numéro 52.3670 et le texte s'y rapportant sont supprimés.

2. Le texte se rapportant au numéro d'ordre 52.1860 est remplacé par le texte suivant:

| | | | |
|----------|---------------|---------------------------|------|
| «52.1860 | 1513 11 99 | autres: | 7 %» |
| | ex 1513 21 90 | — Huile brute de palmiste | |

ANNEXE II

MODIFICATIONS CONCERNANT LA NOMENCLATURE COMBINÉE

A. Modification des annexes du règlement (CEE)
n° 3831/90À l'annexe I colonne 2, en regard du numéro d'ordre
10.0010:

— au lieu de: «2710 00 31
2710 00 33
2710 00 35»,
lire: «2710 00 26
2710 00 27
2710 00 29
2710 00 32
2710 00 34
2710 00 36».

À l'annexe I colonne 2, en regard du numéro d'ordre
10.0030:

— au lieu de: «2710 00 79
2710 00 95
2710 00 99»,
lire: «2710 00 74
2710 00 76
2710 00 77
2710 00 78
2710 00 85
2710 00 87
2710 00 88
2710 00 89
2710 00 92
2710 00 94
2710 00 96
2710 00 98».

À l'annexe I colonne 2, en regard du numéro d'ordre
10.0500:

— au lieu de: «4011 40 00»,
lire: «4011 40».

À l'annexe I colonne 2, en regard du numéro d'ordre
10.0510:

— au lieu de: «4011 20 00»,
lire: «4011 20»,

— au lieu de: «4011 91 00
4011 99 00»,
lire: «4011 91
4011 99»,

— au lieu de: «4012 10 90»,
lire: «4012 10 30
4012 10 50
4012 10 80».

À l'annexe I colonne 2, en regard du numéro d'ordre
10.0560:

— au lieu de: «4202 92 15
4202 92 19»,
lire: «4202 92 18».

À l'annexe I colonne 2, en regard du numéro d'ordre
10.0570:

— au lieu de: «4202 19 91
4202 19 99»,
lire: «4202 19 90»,

— au lieu de: «4202 91 50
4202 91 90»,
lire: «4202 91 80»,

— au lieu de: «4202 92 95
4202 92 99
4202 99 10
4202 99 90»,
lire: «4202 92 98
4202 99 00».

À l'annexe I colonne 2, en regard du numéro d'ordre
10.0850:

— au lieu de: «7226 20 39
7226 20 59
7226 20 79
7226 20 90»,
lire: «7226 20 80»,

— au lieu de: «7226 99 19
7226 99 39
7226 99 90»,
lire: «7226 99 80»,

— au lieu de: «7228 20 50
7228 20 80
7228 40 00
7228 50 10
7228 50 90
7228 60 90»,
lire: «7228 20 60
7228 40
7228 50
7228 60 81
7228 60 89».

À l'annexe I colonne 2, en regard du numéro d'ordre
10.1010:

— au lieu de: «8471 20 40
8471 20 50
8471 20 60
8471 20 90
8471 91 40
8471 91 50
8471 91 60
8471 91 90»,
lire: «8471 20 20
8471 20 80
8471 91 80»,

— au lieu de: «8471 93 50»,
lire: «8471 93 51
8471 93 59».

À l'annexe I colonne 2, en regard du numéro d'ordre
10.1055:

— au lieu de: «8528 10 40
8528 10 50
8528 10 71
8528 10 73
8528 10 75
8528 10 78»,
lire: «8528 10 14
8528 10 16
8528 10 18
8528 10 22
8528 10 28
8528 10 52
8528 10 54
8528 10 56
8528 10 58
8528 10 62
8528 10 66
8528 10 72
8528 10 76».

À l'annexe I colonne 2, en regard du numéro d'ordre 10.1060:

— *au lieu de*: «8528 10 61
8528 10 69
8528 10 80»,
lire: «8528 10 31
8528 10 41
8528 10 43
8528 10 49
8528 10 81
8528 10 89».

À l'annexe I colonne 3, en regard du numéro d'ordre 10.1060:

— *au lieu de*: «8528 10 40
8528 10 50
8528 10 71
8528 10 73
8528 10 75
8528 10 78»,
lire: «8528 10 14
8528 10 16
8528 10 18
8528 10 22
8528 10 28
8528 10 52
8528 10 54
8528 10 56
8528 10 58
8528 10 62
8528 10 66
8528 10 72
8528 10 76».

À l'annexe II partie 3, colonne 1:

— *au lieu de*: «3102 10 91
3102 10 99»,
lire: «3102 10 90»,
— *au lieu de*: «3102 29 10
3102 29 90»,
lire: «3102 29 00»,
— *au lieu de*: «8501 40 90»,
lire: «8501 40 91
8501 40 99»,
— *au lieu de*: «8501 53 91»,
lire: «8501 53 92
8501 53 94».

B. Modification des annexes du règlement (CEE) n° 3832/90

À l'annexe I colonne 3, en regard du numéro d'ordre 40.0050:

— *au lieu de*: «6110 10 39»,
lire: «6110 10 35
6110 10 38»,
— *au lieu de*: «6110 10 99»,
lire: «6110 10 95
6110 10 98».

C. Modification des annexes du règlement (CEE) n° 3833/90

À l'annexe II colonne 2, en regard du numéro d'ordre 52.0053:

— *au lieu de*: «0207 31 00»,
lire: «0207 31».

À l'annexe II colonne 2, en regard du numéro d'ordre 52.0055:

— *au lieu de*: «0208 10 10»,
lire: «0208 10 11
0208 10 19».

À l'annexe II colonne 2, en regard du numéro d'ordre 52.0085:

— *au lieu de*: «0208 90 30»,
lire: «0208 90 20
0208 90 40».

À l'annexe II colonne 2, en regard du numéro d'ordre 52.0990:

— *au lieu de*: «0802 90 90»,
lire: «0802 90 50
0802 90 80».

À l'annexe II colonne 2, en regard du numéro d'ordre 52.2730:

— *au lieu de*: «ex 2001 90 80»,
lire: «ex 2001 90 95».

À l'annexe IV colonne 2, en regard du numéro d'ordre 57.0050:

— *au lieu de*: «0205 00 00»,
lire: «0205 00».

À l'annexe IV colonne 2, en regard du numéro d'ordre 57.0095:

— *au lieu de*: «0207 31 00»,
lire: «0207 31».

À l'annexe IV colonne 2, en regard du numéro d'ordre 57.0370:

— *au lieu de*: «0802 90 90»,
lire: «0802 90 50
0802 90 80».

À l'annexe IV colonne 2, en regard du numéro d'ordre 57.0480:

— *au lieu de*: «ex 0809 20 10
ex 8009 20 90»,
lire: «0809 20 20
8009 20 60».

À l'annexe IV colonne 2, en regard du numéro d'ordre 57.0810:

— *au lieu de*: «1602 20 10»,
lire: «1602 20 11
1602 20 19»,

— *au lieu de*: «1602 50 90»,
lire: «1602 50 31
1602 50 39
1602 50 80».

D. Modification de l'annexe du règlement (CEE) n° 3835/90

À la colonne 2, en regard du numéro d'ordre 58.0050:

— *au lieu de*: «0205 00 00»,
lire: «0205 00».

À la colonne 2, en regard du numéro d'ordre 58.0095:

— *au lieu de*: «0207 31 00»,
lire: «0207 31».

À la colonne 2, en regard du numéro d'ordre 58.0370:

— *au lieu de*: «0802 90 90»,
lire: «0802 90 50
0802 90 80».